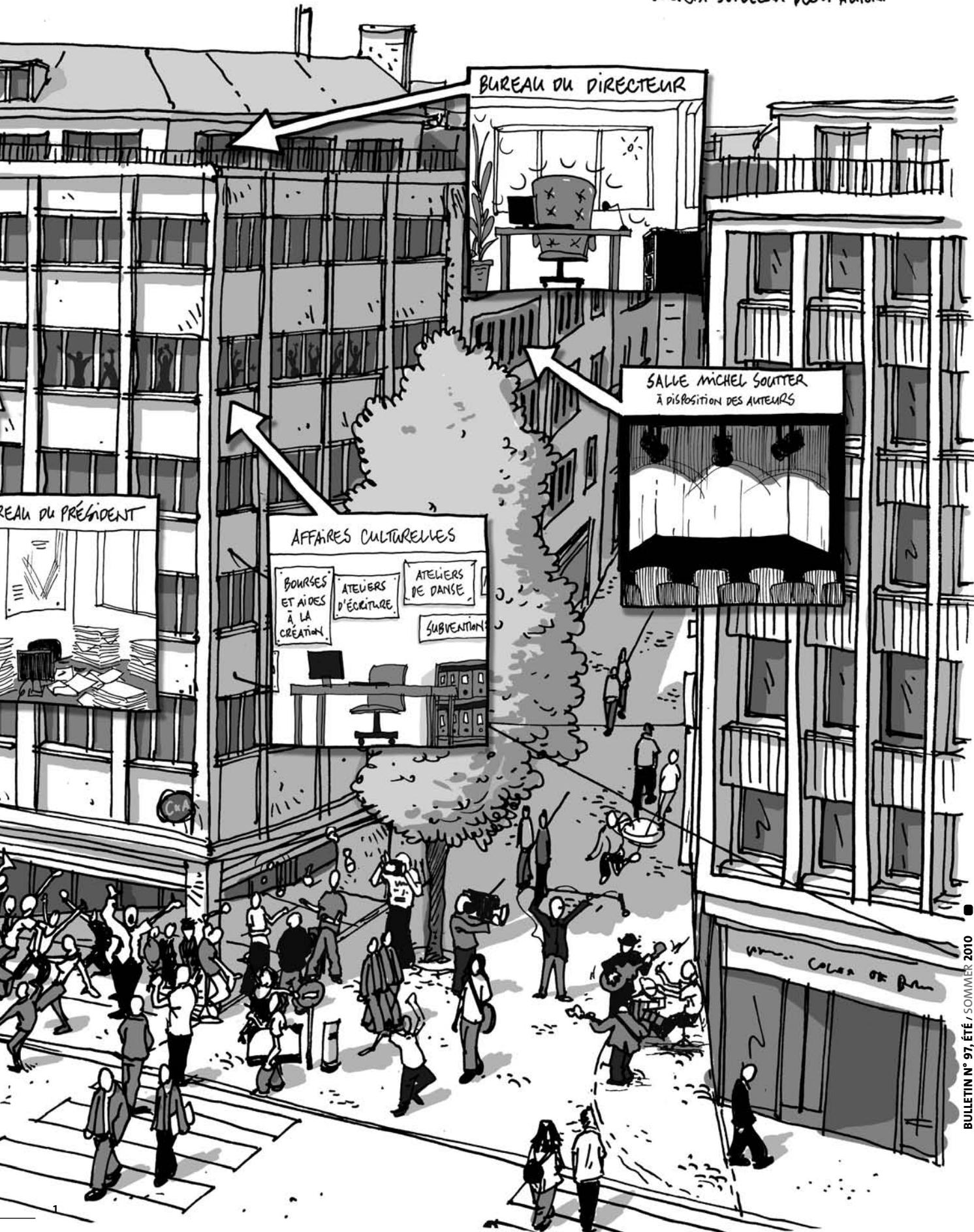


Bienvenue à la

SSA

SOCIÉTÉ SUISSE DES AUTEURS
SCHWEIZERISCHE AUTORENGESELLSCHAFT
SOCIETÀ SVIZZERA DEGLI AUTORI



BULLETIN N° 97, ÉTÉ / SOMMER 2010

papier

bienvenue à la SSA

DOSSIER SPÉCIAL DIRECTION DOSSIER SSA-DIREKTION

- 4 **Pierre-Henri Dumont, un quart de siècle au service du droit d'auteur**
8 Pierre-Henri Dumont, ein Vierteljahrhundert im Dienste des Urheberrechts
- 10 **Jean Cavalli, de SUISA à la SSA**
14 Jean Cavalli, von der SUISA zur SSA
- 16 **Jürg Ruchti et Patrick Willy, des hommes de conviction et d'expérience**
20 Jürg Ruchti und Patrick Willy, zwei Männer voller Überzeugung und Erfahrung

AUDIOVISUEL AUDIOVISION

- 22 **Neuer Drehbuch-Mustervertrag der SSA: Ende der Zusammenarbeit in «künstlerischer Freiheit»...**
23 **Nouveau contrat scénario SSA, l'interruption de la collaboration érigée en art...**

BRÈVES SSA SSA IN KÜRZE

- 24 **Assemblée générale de la SSA**
24 Generalversammlung der SSA
- 25 **Trente centimes de redevance sur les téléphones portables musicaux**
25 Dreissig Rappen Vergütung für Musikhandys

LAURÉATS SSA SSA-PREISE

- 26 **Festival international de films de Fribourg 2010: prix spécial du jury**
26 Internationales Filmfestival Freiburg 2010: Spezialpreis der Jury
- 26 **Visions du Réel 2010, Nyon**
26 Festival Visions du Réel 2010, Nyon
- 26 **Prix SSA 2010 à l'écriture théâtrale**
26 SSA-Preise 2010 für das Schreiben von Theaterstücken

À L'AGENDA AGENDA

- 27 **Festival du film Locarno**
27 Filmfestival Locarno

Quelques mois avant le 30 novembre, nous pourrions presque fêter les vingt-cinq ans d'existence de la SSA et nous féliciter du dynamisme réjouissant de cette petite société coopérative au service des auteurs. Mais nous devons aussi nous attrister de voir s'en aller l'artisan principal de cette vitalité, Pierre-Henri Dumont, «directeur-créateur» de l'entreprise. Mais encore, nous allons nous réjouir de l'arrivée d'un nouveau directeur aimable et tout à fait motivé pour lui succéder à cette fonction, Jean Cavalli. Et nous enthousiasmer pour le renouvellement de dynamisme qu'apporte la nouvelle structure de direction dont font partie Jürg Ruchti, directeur adjoint, et Patrick Willy, directeur des finances et des ressources humaines.

Sentiments multiples donc que nous avons à vivre dans ces temps où, sans être trop lyriques, tout continue et tout recommence! Par ailleurs, au même moment, en raison d'une nouvelle loi, le Registre du commerce nous oblige à faire figurer dans notre raison sociale (déposée en français) le mot COOPÉRATIVE. Tant mieux, nous affirmons ainsi plus clairement ce que nous sommes: une communauté de créateurs déterminée non seulement à défendre son existence mais aussi à valoriser ses apports essentiels, en particulier culturels et économiques, à l'ensemble de la société civile.

Pour *Papier*, c'est l'occasion, à travers un dossier consacré à la direction, d'informer en toute clarté sur ce qu'est la SSA, son fonctionnement, ses défis passés, présents et à venir. Voici un excellent exercice de communication à l'endroit des membres et des amis, qui préfigure les intentions d'information que nous allons développer aussi à l'endroit d'un plus vaste public.

Il est vrai que si le travail d'une société de gestion de droits d'auteur est plutôt technique et peu «glamour» dans la conception actuelle de ce que souhaite voir et entendre le «grand» public, il n'empêche que même une petite société comme la nôtre doit être visible, régulièrement active médiatiquement, si elle veut être comprise dans son rôle et ses activités et reconnue à sa juste valeur. Et bien évidemment pas seulement pour elle-même et son seul chiffre d'affaires, mais pour le renforcement de la vie créative et matérielle des auteurs qui la constituent.

Claude Champion,
président

Einige Monate vor dem 30. November könnten wir beinahe das 25-Jahr-Jubiläum der SSA feiern und uns zur Dynamik dieser kleinen Genossenschaft im Dienst der Autorinnen und Autoren beglückwünschen. Die Vorfreude wird jedoch durch die Tatsache getrübt, dass der wichtigste Urheber dieser Vitalität, Pierre-Henri Dumont, «Gründer-Direktor» des Unternehmens, uns verlässt. Andererseits freuen wir uns auf die Ankunft von Jean Cavalli, dem sympathischen neuen Direktor, der hochmotiviert ist, seine Aufgabe zu übernehmen. Zudem begeistert uns die aufblühende Dynamik dank der neuen Direktionsstruktur mit Jürg Ruchti als stellvertretendem Direktor und Patrick Willy als Finanz- und Personaldirektor.

Unterschiedliche Gefühle also, mit denen wir leben müssen in diesen Zeiten, in denen – ohne allzu lyrisch zu werden – alles fort dauert und alles neu beginnt! Ausserdem verlangt das Handelsregister aufgrund eines neuen Gesetzes, dass das Wort COOPÉRATIVE künftig in unserem Firmennamen (in Französisch eingetragen) figurieren muss. Um so besser, denn so wird deutlicher erkennbar, was wir sind: eine Gemeinschaft von Kreativen, die nicht bloss ihre Existenz zu verteidigen hat, sondern zudem ihren bedeutenden, in erster Linie kulturellen und wirtschaftlichen Beitrag für die Allgemeinheit ins rechte Licht rücken soll.

Für *Papier* bietet sich die Gelegenheit, in einem der Direktions gewidmeten Dossier umfassend darüber zu informieren, was die SSA ist, wie sie funktioniert, welches ihre Ziele waren und sind. Es ist eine ausgezeichnete Übung in Sachen Kommunikation zuhanden unserer Mitglieder und Freunde. Sie nimmt zudem die Informationspolitik vorweg, die wir künftig auch für ein breiteres Publikum entwickeln wollen.

Die Tätigkeit einer Urheberrechtsgesellschaft ist zwar eher administrativer Natur und nicht sehr «glamourös» im Vergleich zu dem, was das breite Publikum heute zu sehen und zu hören wünscht. Doch auch eine kleine Gesellschaft wie die unsere muss regelmässig in den Medien präsent sein, wenn sie will, dass ihre Aufgabe und ihre Tätigkeit verstanden und angemessen gewürdigt werden. Und diese Anerkennung ist selbstverständlich nicht nur für die SSA selbst und ihren Umsatz wichtig, sondern vor allem für die Stärkung des kreativen und materiellen Lebens ihrer Autoren und Autorinnen. Denn sie sind es ja, die die Genossenschaft bilden.

Claude Champion,
Präsident

Pierre-Henri Dumont a choisi de poser avec une sculpture de Bernard Montangero, artiste aux talents multiples et membre de la SSA. Durant tout son mandat, soit vingt-cinq ans, le directeur a aimé la présence de cet objet d'art intitulé «L'homme instable».

Pierre-Henri Dumont posiert mit einer Skulptur von Bernard Montangero, einem vielseitig talentierten Künstler und Mitglied der SSA. Während seines Mandats, also 25 Jahre lang, schätzte der Direktor die Gegenwart dieses Kunstwerks mit dem Titel «Der instabile Mensch».





Pierre-Henri Dumont

un quart de siècle
au service du droit d'auteur

Issue de la SACD (Société des auteurs et compositeurs dramatiques) créée par Beaumarchais à Paris en 1777, la SSA est dirigée depuis ses débuts en 1985 par Pierre-Henri Dumont. Après un quart de siècle de combat, ce gardien du droit d'auteur a décidé de faire valoir son droit à la retraite. Ce départ est l'occasion de jeter un œil dans le rétroviseur.

Le parcours et l'expérience de Pierre-Henri Dumont forcent l'admiration. Après une quinzaine d'années dans la production de disques, la distribution et l'édition musicale, il est devenu un spécialiste du droit d'auteur – il a notamment participé aux révisions complète (1993) et partielle (2008) de la loi suisse. Il s'est également énormément investi au niveau international pour améliorer la coordination des 220 sociétés d'auteurs existant à travers le monde, regroupées dans la CISAC (Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs).

La lutte pour la création de la SSA fut une rude bataille. Quelles ont été, en tant que directeur, les premières difficultés à surmonter?

Pierre-Henri Dumont: Au départ, la SACD, qui voyait d'un œil noir la prise d'indépendance de la SSA, nous disait qu'on ne réussirait jamais, que financièrement, ce serait une catastrophe. Il a donc fallu se battre pour obtenir et garantir des fonds afin de payer les salaires et la structure avant que l'argent ne rentre. Le directeur général de SUISA de l'époque a été très généreux; il nous a fait une avance. Six mois plus tard, l'affaire roulait. La première année, nous avons réalisé un chiffre d'affaires de 3,3 millions de francs, alors qu'il nous fallait un million et demi pour tourner. Même la SACD en France a apprécié les meilleures rémunérations pour ses auteurs, grâce à cette bonne santé qui s'est régulièrement confirmée.

En 2009, la SSA a encaissé 19,8 millions de francs de redevance, soit 8% de plus qu'en 2008, et ce malgré la crise. Les auteurs et leurs sociétés sont-ils des profiteurs?

Pas du tout. C'est proportionnel à l'utilisation des œuvres: il y a simplement plus de diffusions. Et les gens vont davantage au théâtre. C'est connu, en période de crise, on a besoin de se divertir. Par exemple, rien qu'en droits de chorégraphie, nous avons doublé les redevances entre 2008 et 2009, alors que les tarifs sont restés les mêmes. Au niveau des théâtres, l'augmentation est de 10%. On pourrait dire que nous n'y sommes pour rien. Mais notre système de contrôle est très efficace: nous récupérons plus de 90% des droits. Et surtout, nous travaillons beaucoup sur la confiance. Un théâtre professionnel n'imaginerait pas produire une pièce sans autorisation de représentation.

Les auteurs sont-ils pour quelque chose dans ce succès?

Non seulement nous avons toujours plus de membres (2094 en 2009, *ndlr.*), mais nous avons surtout la chance d'avoir des auteurs dynamiques qui créent des œuvres intéressantes. Nous représentons aussi les auteurs membres des sociétés étrangères avec qui nous avons des contrats de réciprocité. Notre travail est de faire en sorte que les œuvres soient repérées et rémunérées. Nous négocions des contrats généraux, définissons des conditions d'utilisation, etc. Finalement, nous gérons rigoureusement mais n'influençons pas vraiment le chiffre d'affaires.

De quoi vit l'administration?

Nous appliquons le principe des sociétés de gestion: nous encaissons un certain montant, nous déduisons nos frais et c'est la somme nette qui est mise en répartition. Le taux de frais global varie chaque année. En 2009, il était de 15,7%.

En décembre 2009, la conseillère nationale Susanne Leutenegger Oberholzer a déposé une initiative parlementaire qui attaquait directement les rémunérations des directeurs des sociétés de gestion. Comment avez-vous réagi?

A la veille de ma retraite, je gagne 240 000 francs par an. C'est un beau salaire. Mais si on compare ce montant aux rémunérations accordées dans l'économie privée – la moyenne pour des entreprises avec un nombre d'employés et un chiffre d'affaires similaires se situant entre 304 000 et 390 000 francs – je suis en dessous. Le directeur d'une société d'auteurs doit parler au moins trois langues, avoir une formation juridique solide et une expérience très spécifique dans le domaine du droit d'auteur, ainsi que des compétences de négociateur. Ce qui me choque dans cette initiative parlementaire – qui intervient alors qu'on est,

comme par hasard, en pleine renégociation des principaux tarifs de copies privées – c'est la méconnaissance totale du travail complexe d'une société de gestion telle que la nôtre. Derrière les redevances, il y a des années de négociations, dont deux sur trois passent par le Tribunal fédéral!

Est-ce que votre expérience internationale vous a aidé à gérer la SSA?

Absolument. Ce genre d'expérience apporte énormément. D'abord, on se crée un formidable réseau. Dans le contexte international, on peut se comparer à d'autres sociétés et voir ce qu'il y a à améliorer. Ça permet de créer des outils et des principes de travail communs. Ensuite, en tant que président de diverses commissions, vous menez des débats, vous essayez de provoquer les questions et d'amener les sujets. Il y a beaucoup d'idées. Seul, vous ne pouvez rien faire. Il faut inciter les autres à participer et à collaborer. Un exemple représentatif est l'introduction de la norme ISAN, une sorte de fichier universel d'identification des œuvres audiovisuelles. Elle a été acceptée aussi bien par les producteurs et les diffuseurs que par les différents partenaires. Ce qui ne fut pas une mince affaire: cela a pris des années d'élaboration et de concertation.

Où en est-on aujourd'hui dans l'effort d'harmonisation internationale?

D'une part, toutes les sociétés d'auteurs sont particulières, car elles ont été créées dans un climat juridique national propre. Si bien que dans chaque pays, la gestion est organisée différemment. D'autre part, il y a de plus en plus de chaînes de télévision, ce qui complique l'exercice. Mais nous sommes actuellement en très bonne voie. Des codifications communes ont été mises en place. A mon avis, nous avons franchi les trois quarts du chemin. Certaines procédures sont longues et laborieuses, car elles impliquent des coûts importants pour certaines sociétés. Mais nous disposons désormais d'outils performants, qui sont également utilisables pour le net.

Propos recueillis par Cathy Crausaz

Cathy Crausaz est journaliste indépendante. Elle a rédigé ce dossier spécial sur la direction de la SSA.



Bio express

- Naît à Berne en 1945. Fils de diplomate, voyage dès son plus jeune âge.
- Fréquente le Lycée français à Madrid et décroche un baccalauréat en philosophie.
- Prévoit d'embrasser une carrière diplomatique. Étudie à l'Université de Lausanne et obtient une licence en sciences politiques.
- Bifurque dans le milieu artistique. Crée en 1970 et codirige durant neuf ans la maison de production et d'édition musicale Evasion, la première du genre en Suisse.
- Dirige de 1979 à 1985 la représentation suisse de la société de distribution et de production musicale Vogue.
- En 1985, est nommé directeur de la SSA à Genève puis à Lausanne.
- Membre du conseil d'administration de SUIISA (1983-1987) et membre de la Commission arbitrale fédérale en matière de droit d'auteur (1984-1987), préside la Commission technique, droits audiovisuels et dramatiques de la CISAC de 1989 à 1996.
- Membre du comité et du bureau de l'ALAI (Association littéraire et artistique internationale) depuis 2001, préside le bureau exécutif de l'AIDAA (Association internationale des auteurs de l'audiovisuel) de 1999 à 2005.
- Marié et père de deux enfants, vit à Penthaz dans une vieille ferme de 1659 qu'il a retapée. Bricoleur et féru de jardinage, s'adonne au ski et à la lecture. Fréquente autant qu'il le peut les théâtres et les cinémas.

Pierre-Henri Dumont

ein Vierteljahrhundert im Dienste des Urheberrechts

Seit ihren Anfängen – die SSA ging 1985 aus der SACD (Société des auteurs et compositeurs dramatiques) hervor, die 1777 von Beaumarchais in Paris gegründet worden war – untersteht die SSA der Leitung von Pierre-Henri Dumont. Nachdem er sich ein Vierteljahrhundert lang nach Kräften für die Urheberinnen und Urheber eingesetzt hat, tritt dieser Verfechter des Urheberrechts jetzt in den wohlverdienten Ruhestand. Aus diesem Anlass möchten wir mit ihm gemeinsam einen Blick zurückwerfen.

Der Werdegang und die Erfahrung von Pierre-Henri Dumont sind in jeder Hinsicht bemerkenswert. Nach rund 15 Jahren in der Plattenproduktion, im Vertriebs- und Verlagswesen von Musik wird er zum Fachmann für Urheberrecht – er war insbesondere an der vollständigen (1993) und an der teilweisen Revision (2008) des entsprechenden Schweizer Gesetzes beteiligt. Auch auf internationaler Ebene hat er sich darum bemüht, die Koordination zwischen den 220 weltweit existierenden Urheberrechtsgesellschaften zu verbessern, die in der CISAC (Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs) zusammengeschlossen sind.

Bis zur Gründung der SSA wurden harte Kämpfe ausgefochten. Mit welchen Hindernissen mussten Sie als Direktor zunächst fertig werden?

Pierre-Henri Dumont: Ganz am Anfang redete uns die SACD, die über die Abspaltung der SSA als unabhängige Organisation alles andere als erfreut war, ein, wir würden es nie schaffen, wir würden ein finanzielles Desaster erleben. Wir mussten also um finanzielle Unterstützung kämpfen und die notwendigen Mittel aufbringen, um die Gehälter und die Infrastruktur zu zahlen, bevor wir überhaupt Geld eingenommen hatten. Der damalige Generaldirektor der SUISA erwies sich als sehr grosszügig und streckte uns Geld vor. Sechs Monate später war der SSA-Apparat rentabel. Im ersten Jahr machten wir einen Umsatz von 3,3 Millionen

Franken, obwohl anderthalb Millionen gereicht hätten. Sogar die SACD in Frankreich freute sich über die bessere Entschädigung ihrer Mitglieder, die dank dieser immer wieder bestätigten soliden Basis möglich wurde.

2009 nahm die SSA insgesamt 19,8 Millionen Franken an Vergütungen ein, das sind 8% mehr als 2008, und das trotz der Krise. Sind die Urheber und ihre Gesellschaften schamlose Profiteure?

Überhaupt nicht. Diese Einnahmen entsprechen der Nutzung ihrer Werke: Diese werden ganz einfach viel öfter gezeigt und ausgestrahlt. Und die Leute gehen mehr ins Theater. Es ist allgemein bekannt, dass man sich in Krisenzeiten gern amüsiert. So haben wir beispielsweise allein bei den Vergütungen für Choreographien das Inkasso von 2008 bis 2009 verdoppelt, obwohl die Tarife gleich blieben. Im Bereich Theater beträgt der Anstieg 10%. Man könnte fast behaupten, es geschehe ohne unser Zutun. Doch unser Kontrollsystem ist sehr effizient: Wir treiben über 90% der Entschädigungen ein. Und wir setzen vor allem auf das Vertrauen. Einem Berufstheater käme es nie in den Sinn, ein Stück ohne Aufführungsgenehmigung zu produzieren.

Was haben die Urheber zu diesem Erfolg beigetragen?

Einerseits haben wir immer mehr Mitglieder (2127 im Jahr 2009, Anm.d.Red.), andererseits haben wir auch das Glück, dass unsere Mitglieder sehr dynamisch sind und interessante Werke schaffen. Wir vertreten ebenfalls die Mitglieder von ausländischen Gesellschaften, mit denen wir einen Gegenseitigkeitsvertrag abgeschlossen haben. Wir müssen durch unsere Arbeit dafür sorgen, dass ihre Werke erfasst und vergütet werden. Wir handeln Gesamtverträge aus, legen Nutzungsbedingungen fest usw. Im Grunde sind wir einfach strenge Verwalter, haben aber keinen direkten Einfluss auf den Umsatz.

Wie finanziert sich die Verwaltung?

Wir leben nach dem Grundsatz aller Verwertungsgesellschaften: Wir nehmen einen bestimmten Betrag ein, ziehen unsere Kosten ab und verteilen den Nettobetrag. Der Nettokostensatz fällt jedes Jahr unterschiedlich aus. 2009 betrug er 15,7%.

Im Dezember 2009 reichte Nationalrätin Susanne Leutenegger Oberholzer eine parlamentarische Initiative ein, in der sie die Gehälter der Direktoren von Verwertungsgesellschaften direkt angriff. Wie haben Sie darauf reagiert?

Kurz vor meiner Pensionierung komme ich auf einen Lohn von 240 000 Franken pro Jahr. Das ist ein schönes Gehalt. Doch wenn man diese Summe mit den Löhnen vergleicht, die in der Privatwirtschaft üblich sind – in Unternehmen, die in Bezug auf die Zahl der Mitarbeitenden und den Umsatz mit

uns vergleichbar sind, betragen die Löhne zwischen 304 000 und 390 000 Franken –, liege ich deutlich darunter. Der Direktor einer Urheberrechtsgesellschaft muss mindestens drei Sprachen beherrschen, über eine fundierte juristische Ausbildung und viel Erfahrung auf dem Fachgebiet des Urheberrechts verfügen sowie gut verhandeln können. Was mich bei dieser parlamentarischen Initiative schockiert, die «zufällig» während den Verhandlungen über neue Tarife für Privatkopien erfolgt, ist das totale Unwissen über die komplexe Tätigkeit einer Verwertungsgesellschaft wie der unse- ren. Hinter den Vergütungen steckt jahrelanges Tauziehen, wobei zwei Drittel der Entscheidungen vor dem Bundesgericht landen!

Hilft Ihnen die internationale Erfahrung bei der Leitung der SSA?

Natürlich. Diese Form von Erfahrung ist sehr viel wert. Zunächst schafft man sich ein unglaubliches Netzwerk. Auf internationaler Ebene können wir uns mit anderen Gesellschaften vergleichen und erkennen, was wir verbessern könnten. So entsteht die Möglichkeit, gemeinsame Instrumente und Vorgehensweisen zu schaffen. Ausserdem beteiligt man sich als Präsident diverser Kommissionen an den Debatten, versucht Fragen aufzuwerfen und Themen anzuschneiden. Ideen sind genug vorhanden. Doch allein kann man nicht viel bewegen. Man muss die anderen dazu bringen, am gleichen Strick zu ziehen und zusammenzuarbeiten. Ein wichtiges Beispiel ist die Einführung der Norm ISAN, einer Art weltweiter Kartei zur Identifizierung audiovisueller Werke. Diese Norm wurde sowohl von den Produzenten, den Vertriebsfirmen und den anderen Partnern akzeptiert. Das war kein leichtes Unterfangen, die Ausarbeitung der Norm machte jahrelange Bemühungen und Absprachen erforderlich.

Wie sieht es heute mit der internationalen Harmonisierung aus?

Einerseits weisen alle Urheberrechtsgesellschaften ihre Besonderheiten auf, da sie jeweils im juristischen Umfeld eines bestimmten Landes geschaffen wurden. In jedem Staat ist die Verwertung ganz anders organisiert. Andererseits gibt es immer mehr Fernsehsender, was das Ganze komplizierter macht. Doch wir befinden uns auf dem richtigen Weg. Es wurden gemeinsame Codes eingeführt. Meiner Ansicht nach haben wir drei Viertel des Weges zurückgelegt. Bestimmte Verfahren sind langwierig und anstrengend, da sie für einige Gesellschaften mit hohen Kosten verbunden sind. Doch wir verfügen heute über effiziente Hilfsmittel, die auch für Werke im Internet zur Verfügung stehen.

Das Gespräch führte Cathy Crausaz

Cathy Crausaz ist freischaffende Journalistin. Sie hat dieses Dossier über die SSA-Direktion verfasst.



Kurzbiographie

- Geboren 1945 in Bern als Sohn eines Diplomaten, schon früh viel gereist.
- Besuch des französischen Gymnasiums in Madrid, Baccalauréat (Matur) in Philosophie.
- Möchte die diplomatische Laufbahn einschlagen. Studium an der Universität Lausanne, Lizentiat in politischen Wissenschaften.
- Neuorientierung in der Welt der Kunst. Gründet 1970 das Unternehmen Evasion als Produktionsfirma und Musikverlag, wie es in der Schweiz bisher nicht existierte, und fungiert während neun Jahren als Kodirektor.
- Leitet von 1979 bis 1985 die schweizerische Vertretung von Vogue, einer Vertriebs- und Produktionsgesellschaft für Musik.
- Ernennung 1985 zum Direktor der SSA in Genf und später in Lausanne.
- Mitglied des Verwaltungsrats der SUIISA (1983–87) und Mitglied der Eidgenössischen Schiedskommission für die Verwertung von Urheberrechten (1984–87), Vorsitzender der technischen, audiovisuellen und dramatischen Kommission der CISAC von 1989 bis 1996.
- Mitglied von Vorstand und Büro der ALAI (Association littéraire et artistique internationale) seit 2001, Leiter des Exekutivbüros der AIDAA (Association internationale des auteurs de l'audiovisuel) von 1999 bis 2005.
- Verheiratet und Vater von zwei Kindern, lebt in Penthaz in einem alten, von ihm renovierten Bauernhaus von 1659. Er bastelt gern und ist leidenschaftlicher Gärtner, fährt Ski und liest viel. Geht so oft wie möglich ins Theater und ins Kino.

Pour la photo, un coupe-papier est tombé sous la main de Jean Cavalli. Un objet acquis au Mexique en 1989 et qui a toujours sa place sur son bureau, même s'il n'est presque plus utilisé. Pour Jean Cavalli, c'est encore un objet qui a un sens à l'ère du «tout numérique».

Für das Porträt griff Jean Cavalli nach einem Brieföffner. Er erstand ihn 1989 in Mexiko, und obwohl das Werkzeug kaum noch zum Einsatz kommt, bleibt es auf seinem Schreibtisch. Für Jean Cavalli ist es ein Gegenstand, welcher im Zeitalter des «Alles digital» noch einen Sinn hat.



bienvenue à la SSA



Jean Cavalli

de SUISA à la SSA

Après vingt-deux ans à la direction de SUISA, la coopérative des auteurs et éditeurs de musique, Jean Cavalli va prendre la tête, le 1^{er} août prochain, de la SSA. Avocat, docteur en droit et directeur général adjoint de SUISA, il en a dirigé le département Licences et répartition (1998-2004), puis, dès 2005, le département Membres et répartition (70 collaborateurs).

Auteur de nombreuses publications et études sur le droit d'auteur, Jean Cavalli est un expert dans son domaine. Sportif confirmé, il a participé à de nombreuses compétitions en concours hippiques au niveau national de 1974 à 2005. Gageons qu'il saura franchir les nouveaux obstacles qu'il devra surmonter demain pour la SSA!

Qu'est-ce qui vous a motivé à quitter SUISA pour la SSA?

Jean Cavalli: Travailler pour la SSA sera pour moi l'occasion de découvrir un nouveau domaine du droit d'auteur. A presque 53 ans, c'est le meilleur moment pour changer d'activité. Je me réjouis de mettre mon expérience et mon énergie au service de la SSA en étant le premier interlocuteur des auteurs représentés au Conseil d'administration.

En 2008, SUISA a passé le cap des 25 000 membres et enregistré un chiffre d'affaires record avec un total de 152,2 millions de francs. Vous allez diriger une société beaucoup plus petite et moins prestigieuse...

Je vais surtout m'engager au service d'une structure, certes plus petite, mais beaucoup plus jeune et avec des répertoires variés. Les perspectives de développement de la SSA sont formidables. La Suisse connaît un essor qui ne s'était jamais vu, notamment avec le développement des hautes écoles, l'arrivée de sociétés étrangères et l'augmentation de la population. Cette évolution va amener un appétit culturel de plus en plus important. Les perspectives sont excellentes. Et dans cet essor, le monde de la culture a son mot à dire. Ce pays, qui organise d'ailleurs le Sommet de la Francophonie cet automne, a une renommée qui dépasse de beaucoup sa taille et qu'on peut mettre en avant sur le plan international.

De Charlie Chaplin à Luc Plamondon, nous avons accueilli des artistes d'envergure internationale qui n'étaient pas seulement attirés par l'aspect fiscal, mais également par la qualité de vie, notamment au niveau culturel. Cet environnement est favorable au développement de la SSA.

De votre expérience à SUISA, qu'est-ce qui va vous servir pour diriger la SSA?

Mon expérience dans la gestion des droits d'auteur, à la fois avec les membres et avec les clients, dans la négociation de contrats: en 2000, par exemple, nous avons bouclé un accord avec la SSR, toujours en vigueur dix ans plus tard. J'amène aussi un réseau, un carnet d'adresses. Enfin, je pense que j'ai une méthode de collaboration avec le personnel qui est motivante: je m'applique à donner des responsabilités aux gens. Je n'ai pas l'intention de tout changer à la SSA; j'entends respecter la culture de la société. Mes priorités sont de m'entretenir avec chaque collaborateur, de comprendre l'activité de chacun, d'apporter des améliorations si nécessaire, et surtout de maîtriser les nouvelles questions qui se posent.

Quel est le principal défi qui vous attend?

Il est évidemment lié aux nouvelles technologies et à la réglementation que met en place l'Union européenne (UE). La Suisse est directement influencée: on vient de le voir dans le jugement qu'a rendu le Tribunal fédéral dans l'affaire qui opposait la SSR à la chaîne de télévision M6 (*la SSR, qui accusait M6 de concurrence déloyale par l'intégration de fenêtres publicitaires spécifiques pour la Suisse romande, a été déboutée, ndlr.*). Ce jugement est basé sur le droit européen, alors que la Suisse ne fait pas partie de l'UE...

La question qui se pose aujourd'hui pour les sociétés d'auteurs par rapport à la déréglementation mise en place par l'UE (*remise en question des ententes par pays pour les sociétés de gestion, ndlr.*), c'est de savoir comment garder leur rôle central dans la gestion des droits d'auteur. Et d'apporter une prestation non seulement pour les auteurs, mais également pour les usagers. Les gens qui demandent des licences ont besoin de savoir où sont les droits, sans quoi ils arrêtent de payer.

D'aucuns estiment en effet que le droit à l'information doit garantir l'accès gratuit à toutes les données disponibles sur internet...

Il faut qu'on sache clairement qu'il y a des choses à payer. Les sociétés d'auteurs ont un rôle à long terme; elles ne doivent pas faire de compromis. Elles doivent développer un système institutionnel qui respecte le droit d'auteur,

afin d'avoir notamment une influence au niveau politique. Aujourd'hui, le droit d'auteur est moins porteur qu'il y a quinze ans – il est vu comme un empêcheur de tourner en rond. Mais le droit d'auteur est un droit de la propriété garanti par la Constitution fédérale. C'est aussi un Droit de l'Homme. Aux sociétés d'auteurs de le faire respecter.

Difficile de le faire sans l'appui du grand public, qui connaît mal la SSA...

Effectivement, la SSA doit se rendre plus ouverte et faire connaître ses points de vue. Les moyens financiers actuellement à disposition pour la communication sont toutefois limités. Il faut déterminer un budget, anticiper et être prêt à affronter des coups durs. Pour communiquer, nous avons un atout extraordinaire, une cause légitime: nous défendons les droits des auteurs; or les créateurs, qui sont certes minoritaires dans notre société, font vivre de nombreuses personnes. Nous devons également expliquer notre travail, en communiquer les résultats. Et trouver des alliances avec nos principaux partenaires afin de défendre nos intérêts communs.

Propos recueillis par Cathy Crausaz



Bio express

- Naît en 1957 à Lausanne.
- Étudie le piano au Conservatoire de Lausanne.
- Après un baccalauréat en latin-anglais, décroche en 1981 une licence en droit auprès de l'Université de Lausanne.
- De 1982 à 1986, exerce comme greffier dans différents tribunaux, notamment la Cour civile du Tribunal cantonal vaudois.
- Défend en 1986 une thèse de doctorat (*La Genèse de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886*) sous la direction du professeur Joseph Voyame.
- Effectue son stage d'avocat et obtient son brevet en 1988.
- De 1977 à 1996, administre Cavalli & Cie, le magasin et les éditions musicales familiales à Lausanne.
- Juriste de SUISA de 1983 à 1988, est nommé membre de la direction et directeur du siège de Lausanne en 1989. En 1997, est désigné directeur général adjoint à Zurich. Membre du conseil de la Fondation culturelle, dirige la Fondation sociale en faveur des auteurs et éditeurs de SUISA.
- Préside la Commission juridique de la CISAC (Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs), membre du comité exécutif de l'ALAI (Association littéraire et artistique internationale), Paris.
- Marié et père d'une fille, vit à Saint-Sulpice, où il siège à la Municipalité. Pratique l'équitation, le ski et la voile.

Jean Cavalli

von der SUISA zur SSA

Nach 22 Jahren in der Direktion der SUISA, der Genossenschaft der Urheber und Verleger von Musik, übernimmt Jean Cavalli ab dem 1. August 2010 die Leitung der SSA. Er ist Anwalt, Doktor der Rechtswissenschaften und stellvertretender Generaldirektor der SUISA, wo er der Abteilung Lizenzen und Verteilung (1998–2004), später, ab 2005, der Abteilung Mitgliederdienste und Verteilung vorsteht (70 Mitarbeitende).

Als Verfasser zahlreicher Publikationen und Studien zum Urheberrecht gilt Jean Cavalli als Fachmann auf seinem Gebiet. Er ist begeisterter Sportler und nahm von 1974 bis 2005 an zahlreichen nationalen Wettkämpfen im Pferdesport teil. Es besteht kein Zweifel, dass er die Hindernisse, die sich in der näheren Zukunft der SSA in den Weg stellen könnten, beherzt überwinden wird!

Was hat Sie veranlasst, die SUISA zugunsten der SSA zu verlassen?

Jean Cavalli: Bei der Arbeit für die SSA werde ich die Gelegenheit haben, einen für mich unbekanntem Bereich des Urheberrechts kennenzulernen. Ich werde bald 53, das ist ein idealer Zeitpunkt, um mich noch einmal neu zu orientieren. Ich freue mich, meine Erfahrung und meinen Tatendrang für die SSA einzusetzen und im Verwaltungsrat der wichtigste Ansprechpartner für die von dieser Gesellschaft vertretenen Urheberinnen und Urheber zu sein.

Seit 2008 hat die SUISA über 25 000 Mitglieder und verzeichnete in diesem Jahr auch einen Rekordumsatz von insgesamt 15,2 Mio. Franken. Sie werden künftig eine viel kleinere und weniger glamouröse Gesellschaft leiten...

Ich werde mich in erster Linie für eine Struktur einsetzen, die natürlich kleiner ist, aber auch viel jünger, und die ein vielfältiges Repertoire abdeckt. Das Entwicklungspotenzial der SSA ist unglaublich. Die Schweiz erlebt gegenwärtig einen nie dagewesenen Aufschwung, insbesondere mit der Entwicklung der Fachhochschulen, der Niederlassung ausländischer Unternehmen und dem Bevölkerungsanstieg.

Diese Entwicklung wird einen immer grösseren Appetit auf Kultur entfachen. Die Zukunft sieht also rosiger aus. Denn bei diesem Aufschwung wird die Welt der Kunst ein Wörtchen mitzureden haben. Unser Land, das übrigens im kommenden Herbst das Gipfeltreffen der Frankophonie organisiert, besitzt einen Ruf, der seine geographische Grösse bei weitem übersteigt und den man international nutzen kann. Von Charlie Chaplin bis Luc Plamondon (welcher nebst unzähligen Songtexten die Texte der Musicals *Starmania* und *Notre-Dame de Paris* verfasst hat, Anm.d.Red.) haben sich zahlreiche international bekannte Künstler bei uns niedergelassen, die sich nicht nur von den steuerlichen Vorteilen angezogen fühlten, sondern auch von der Lebensqualität und vor allem vom kulturellen Niveau in der Schweiz. Dieser Kontext kann der Entwicklung der SSA nur dienlich sein.

Was werden Sie von Ihren Erfahrungen bei der SUISA für die Leitung der SSA verwenden können?

Ich besitze grosse Erfahrung bei Vertragsverhandlungen über die Verwertung von Urheberrechten, und zwar sowohl mit Mitgliedern als auch mit Kunden: 2000 schlossen wir beispielsweise eine Vereinbarung mit der SRG ab, die auch zehn Jahre später noch Gültigkeit besitzt. Ich bringe ebenfalls meine Kontakte mit, mein Netzwerk. Und schliesslich denke ich, dass ich einen Weg der Zusammenarbeit gefunden habe, der für alle Beteiligten motivierend ist: Ich bemühe mich, den Leuten Verantwortung zu übertragen. Es ist keinesfalls meine Absicht, bei der SSA alles auf den Kopf zu stellen; ich werde die Kultur dieser Gesellschaft respektieren. Meine Prioritäten bestehen darin, mit jedem Mitarbeiter ein Gespräch zu führen, die Tätigkeit jedes einzelnen zu verstehen, notwendige Verbesserungen vorzunehmen und vor allem die Fragen und Probleme anzugehen, die sich stellen werden.

Welches ist die grösste Herausforderung, die Sie erwartet?

Sie hängt natürlich mit den neuen Technologien und der Reglementierung zusammen, die von der EU eingeführt wird. Die Schweiz wird davon direkt beeinflusst, wie man anlässlich des Urteils des Bundesgerichts im Fall SRG gegen den Fernsehsender M6 sehen konnte (*die Klage der SRG, welche M6 unlauteren Wettbewerb durch die Integration von Werbefenstern speziell für die Westschweiz vorwarf, wurde abgewiesen. Anm.d.Red.*). Dieses Urteil basierte auf dem europäischen Recht, obwohl die Schweiz nicht Mitglied der EU ist.

Nun stellt sich für Urheberrechtsgesellschaften im Zusammenhang mit der von der EU beschlossenen Deregulierung (*die Vereinbarungen der einzelnen Länder bezüglich der Ver-*

wertungsgesellschaften werden in Frage gestellt, Anm.d.Red.) die Frage, wie sie ihre zentrale Funktion bei der Verwertung der Urheberrechte behalten können. Und wie sie nicht nur für die Urheber, sondern auch für die Nutzer Dienstleistungen erbringen können. Die Personen, die Lizenzen erwerben möchten, müssen wissen, bei wem sich diese Rechte befinden, denn sonst zahlen sie nicht mehr.

Einige gehen effektiv davon aus, dass das Recht auf Information auch den kostenlosen Zugang zu sämtlichen auf dem Internet verfügbaren Daten gewähren sollte...

Man muss sich darüber im klaren sein, dass gewisse Dinge bezahlt werden müssen. Die Urheberrechtsgesellschaften haben eine langfristige Aufgabe wahrzunehmen, sie dürfen keine Kompromisse eingehen. Sie müssen ein institutionelles System entwickeln, das die Urheberrechte schützt, um insbesondere auf politischer Ebene Einfluss zu besitzen. Heute ist das Urheberrecht weniger stark verankert als noch vor fünfzehn Jahren – es wird oft als Sand im Getriebe wahrgenommen. Doch das Urheberrecht ist ein Eigentumsrecht, das von der Eidgenossenschaft garantiert wird. Es ist auch ein Menschenrecht. Es ist nun Aufgabe der Urheberrechtsgesellschaften, ihm Respekt zu verschaffen.

Dies kann nicht ohne die Unterstützung der Öffentlichkeit erreicht werden, welche die SSA kaum kennt...

Ja, die SSA muss offener werden und ihren Standpunkt bekannt machen. Doch die finanziellen Mittel, die für die Kommunikation zur Verfügung stehen, sind beschränkt. Man muss ein Budget festlegen, vorausplanen und harte Schläge einstecken können. Für die Verbreitung unserer Anliegen verfügen wir über eine Wunderwaffe, die uns legitimiert: Wir verteidigen die Rechte der Urheber; es gibt zwar nur wenige Urheber in unserer Gesellschaft, doch von ihnen leben zahlreiche andere Menschen. Wir müssen auch unsere Arbeit besser erklären, Ergebnisse kommunizieren. Und uns mit unseren wichtigsten Partnern verbünden, um unsere gemeinsamen Interessen zu schützen.

Das Gespräch führte Cathy Crausaz



Kurzbiographie

- Geboren 1957 in Lausanne.
- Klavierstudium am Konservatorium von Lausanne.
- Maturität mit Latein und Englisch, danach Lizenziat der Rechtswissenschaften 1981 an der Universität Lausanne.
- 1982 bis 1986 Gerichtsschreiber an verschiedenen Gerichten, insbesondere in der ersten Instanz des Waadtländer Kantonsgerichts.
- Dissertation 1986 (*La Genèse de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886*) unter der Leitung von Professor Joseph Voyame.
- Praktikum und Patent als Anwalt 1988.
- 1977 bis 1996 Verwalter von Cavalli & Cie, dem Musikgeschäft und -verlag der Familie in Lausanne.
- Jurist der SUIA von 1983 bis 1988, wird zum Direktionsmitglied und 1989 zum Direktor der Zweigstelle in Lausanne ernannt. 1997 wird er in Zürich stellvertretender Generaldirektor. Er ist ausserdem Mitglied der Kulturstiftungsrats und Leiter der Sozialstiftung zugunsten der Urheber und Verleger von SUIA.
- Vorsitzender der juristischen Kommission der CISAC (Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs) sowie Mitglied des Exekutivkomitees der ALAI (Association littéraire et artistique internationale), Paris.
- Verheiratet und Vater einer Tochter, lebt in Saint-Sulpice, wo er im Gemeinderat sitzt. Hobbys: Reiten, Skifahren und Segeln.

Jürg Ruchti a pris le petit tapis sous sa souris d'ordinateur. Orné d'un motif oriental, cet outil de travail relie la technologie et le voyage, deux de ses passions. Mais parce qu'un tapis peut être volant, il symbolise également l'imaginaire.

Jürg Ruchti wählte für das Bild seinen Mausteppich. Dieses mit einem orientalischen Muster versehene Arbeitsinstrument verbindet für ihn Technologie und Reisen, zwei seiner Leidenschaften. Und weil ein Teppich fliegen kann, steht dieser Gegenstand auch für Phantasie und Vorstellungskraft. Und Reisen steht – zwei seiner Leidenschaften.

Patrick Willy a acheté cette sculpture au festival d'Avignon, voici quinze ans, à un artiste inconnu. Il aime son air multiracial – yeux asiatiques, nez amérindien, bouche africaine. Autre aspect qui lui parle: derrière son apparente solidité, l'objet fait de craie est à la fois fragile et léger.

Patrick Willy erstand diese Skulptur vor fünfzehn Jahren am Theaterfestival in Avignon von einem unbekanntem Künstler. An der Figur gefallen ihm die multiethnischen Züge – asiatische Augen, indianische Nase, afrikanischer Mund – sowie ein weiterer Aspekt: Die Kreideskulptur sieht zwar solide aus, ist aber leicht und zerbrechlich.



bienvenue à la SSA



Jürg Ruchti et Patrick Willy

des hommes de conviction
et d'expérience

Avec Jean Cavalli, Jürg Ruchti et Patrick Willy composent la direction qui conduira les destinées de la SSA dès le 1^{er} août 2010. Respectivement directeur adjoint et directeur des finances et des ressources humaines, les deux collaborateurs directs du nouveau directeur connaissent bien la maison. Leur objectif déjà affirmé: protéger les auteurs contre une utilisation abusive et non rétribuée de leurs œuvres.

Les chiffres, la culture, et une solide fibre sociale. Ce sont les points communs que partagent Jürg Ruchti et Patrick Willy. Les deux hommes, qui ont travaillé des années durant avec Pierre-Henri Dumont, portent chacun plusieurs casquettes au sein de la SSA. De quoi leur assurer un emploi du temps panaché, mais aussi d'importantes responsabilités.

Commençons par Jürg Ruchti. Entré dans la maison il y a vingt ans et directeur adjoint depuis 2001, il a la responsabilité du domaine audiovisuel. Il est également chef du service informatique, où un travail de fond a été réalisé. «La SSA a développé son propre système informatique de gestion des droits», explique Jürg Ruchti qui s'investit aussi dans les relations nationales et internationales.

Dans le répertoire géré par la SSA, le secteur audiovisuel constitue le «gros morceau» des redevances encaissées. Jürg Ruchti assure l'organisation de ce service, les activités de perception, la coordination avec SUISSIMAGE et les autres sociétés de gestion suisses. Il participe aux négociations, élabore les règles de répartition ainsi que de documentation. «Une partie importante de nos activités sont surveillées par l'Etat à qui nous devons rendre des comptes, tout autant qu'aux sociétaires.»

En plus de gérer ses droits «historiques», la SSA est à l'affût des nouvelles formes d'exploitation. Ainsi, le directeur adjoint et ses collaborateurs consacrent une partie de leur temps aux nouveaux marchés de l'audiovisuel. Podcast, télévision de rattrapage ou catch-up TV, vidéo à la demande, etc., la SSA traque les informations, essentiellement sur internet. «Les nouvelles technologies de communication et d'information vont très vite. Il faut suivre ce qui se passe, repérer les nouvelles offres et établir des modèles de tarification, même si ces marchés ne sont pas encore très importants», résume le directeur adjoint qui participe activement à de nombreux projets internationaux – il préside la Commission technique des œuvres dramatiques, littéraires et audiovisuelles auprès de la CISAC. La transmission des informations entre sociétés d'auteurs s'avère capitale afin que «les sociétés d'auteurs puissent jouer un rôle important dans le cadre de l'évolution d'internet. Elles doivent comprendre les nouveaux modèles économiques afin d'assurer les rémunérations des auteurs et même de les développer dans ce contexte lui-même en constante évolution».

Autre homme, autres fonctions. Patrick Willy est directeur des finances et des ressources humaines. Son souci: respecter le budget au plus près, et faire en sorte que la SSA dispose d'une organisation efficiente. La gestion des droits d'auteur subissant de rapides mutations, les processus et le système de contrôle interne doivent régulièrement être adaptés et développés. De même pour les compétences des collaborateurs. Depuis son arrivée, il y a dix ans, Patrick Willy n'a eu de cesse de professionnaliser les outils de gestion dans ses secteurs. «Il est important que les collaboratrices et collaborateurs se sentent investis d'une mission.» Des collaborateurs (20 employés pour 17,5 postes à plein temps) qu'il sait pris entre le marteau et l'enclume. «Ils font un travail de persuasion auprès des diffuseurs et de guide auprès des auteurs souvent peu portés sur l'administratif. En raison de la diversité des répertoires que nous représentons, les tâches de notre équipe sont complexes et très variées.»

La SSA, c'est un chiffre d'affaires de 19,8 millions de francs en 2009. Environ 80% des encaissements proviennent de l'audiovisuel (droits d'émission, gestion collective obligatoire, droits de reproduction, droits des nouveaux médias), et 20% de la scène (droits de représentation) – la gestion des contrats individuels et les droits provenant de l'étranger concernant les deux secteurs. Gérer les finances implique par conséquent de lourdes responsabilités. Contrôle et transparence font partie intégrante du vocabulaire de la maison. Paiements aux auteurs, gestion des liquidités, établissement des rapports financiers: le volume annuel des comptes que Patrick Willy examine est tout simplement astronomique. «Lors de mes contrôles, je vérifie notamment si les redevances ont bien été réparties.» Côté débiteurs, les montants en souffrance sont minimes. «Il y a très peu de

poursuites; le système fonctionne bien», se réjouit le directeur des finances.

Composante associative

Si la SSA se gère comme n'importe quelle autre entreprise, la composante associative fait partie intégrante de son histoire et de ses activités. «Nous garantissons une défense collective qui va au-delà des droits d'auteur», confirme Jürg Ruchti. Un prélèvement sur les droits permet d'alimenter trois fonds, qui ont été créés par la SSA. Le fonds culturel encourage à la création et à la diffusion d'œuvres suisses et met à disposition des créateurs une petite salle multi-fonctions. Le fonds de solidarité permet aux auteurs en difficulté financière passagère de bénéficier d'un prêt sans intérêt ou d'un don. Enfin, la Fondation «Fonds de secours» a pour but de réaliser une prévoyance retraite et décès en faveur des auteurs. Cette fondation est gérée par Patrick Willy, qui remarque que les auteurs apprécient les conseils prodigués sur les assurances sociales en général.

En plus de ce que coûte annuellement l'administration de la SSA, les 15,7% de frais prélevés sur les droits encaissés (3,1 millions de francs) permettent notamment à la société d'offrir un service juridique à ses membres. «L'auteur est souvent en position de faiblesse dans les situations de négociation. Notre service juridique assure une information sur les questions de droit d'auteur, un contrôle des différentes dispositions négociées, un soutien à la rédaction de contrats ou encore un service de médiation en cas de conflit», note Patrick Willy.

Mais quel avenir pour la SSA? Pour Jürg Ruchti, cette société, qui a certes un petit répertoire mais qui est bien implantée, bien gérée et bien diversifiée, doit trouver des moyens de valoriser ses atouts. A savoir la qualité et la rigueur de ses services, le multilinguisme et la compétitivité, ajoute Patrick Willy. Jürg Ruchti: «Il faut consolider les acquis et promouvoir les formes de collaboration, tout en se développant sur de nouveaux marchés.»

Cathy Crausaz



Jürg Ruchti – bio express

- Naît en 1965 et passe son enfance dans le canton de Berne. Vient s'installer en Suisse romande à l'âge de 16 ans.
- Après un apprentissage de commerce, travaille à mi-temps comme agent de voyages et suit les cours du soir en socio-économie au Gymnase de Lausanne.
- Travaille deux ans dans l'industrie du meuble rembourré, à la comptabilité puis au service du personnel.
- Après un stage d'animateur socioculturel, entre en 1990 au service audiovisuel de la SSA.
- De 1993 à 1996, suit une formation en cours d'emploi et décroche le diplôme fédéral d'économiste d'entreprise ES.
- Nommé chef des services audiovisuel et informatique en 1991 auprès de la SSA, devient adjoint de direction en 1996, puis directeur adjoint en 2001.
- Passionné de lecture, de voyages et de cuisine, parle sept langues.



Patrick Willy – bio express

- Naît en 1973 et grandit dans la vallée de Joux.
- Après une formation d'employé de commerce, obtient un diplôme de gestion d'entreprise.
- Se perfectionne en cours du soir dans le domaine des ressources humaines et obtient le brevet fédéral de spécialiste en gestion de personnel.
- Consultant en organisation et gestion comptable, dispense des cours particuliers de comptabilité pour indépendants et étudiants.
- Travaille sept ans en tant que responsable administratif et assume notamment la direction des finances et des ressources humaines au sein d'une société fabriquant des pierres pour l'horlogerie haut de gamme. Y siège au Conseil d'administration.
- Est engagé à la SSA en mai 2000 comme responsable des finances. Nommé chef du personnel en 2002, devient directeur des finances et des ressources humaines en 2009.
- Passionné de théâtre qu'il pratique en amateur durant plus de quinze ans, cofonde une troupe et participe à des spectacles d'autres compagnies. S'adonne au dessin, à la photographie et à la peinture.

Jürg Ruchti und Patrick Willy

zwei Männer
voller Überzeugung und Erfahrung

Neben Jean Cavalli besteht die Direktion auch aus Jürg Ruchti und Patrick Willy; dieses Dreiergespann wird die Geschicke der SSA ab dem 1. August 2010 lenken. Die beiden direkten Mitarbeiter des neuen Direktors, der stellvertretende Direktor bzw. der Direktor Finanzen und Personal, kennen das Haus wie ihre Westentasche. Sie haben es sich zum Ziel gesetzt, die Urheber vor der missbräuchlichen und unbezahlten Nutzung ihrer Werke zu schützen.

Ein Flair für Zahlen, die Liebe zur Kunst und eine soziale Ader – diese drei Eigenschaften verbinden Jürg Ruchti und Patrick Willy. Beide haben jahrelang mit Pierre-Henri Dumont zusammengearbeitet und nehmen jeweils mehrere Funktionen innerhalb der SSA wahr. Auf diese Weise wird ihr Arbeitstag nie langweilig, aber sie tragen auch eine grosse Verantwortung.

Fangen wir bei Jürg Ruchti an. Er trat vor zwanzig Jahren in die SSA ein, fungiert seit 2001 als stellvertretender Direktor und ist für den Bereich Audiovision zuständig. Er ist aber auch Leiter der Abteilung Informatik, wo ein wesentlicher Grundstein gelegt wurde. «Die SSA hat ihr eigenes System für die elektronische Verarbeitung der Urheberrechtsverwertung entwickelt», erklärt Jürg Ruchti, der auch für die nationalen und internationalen Beziehungen zuständig ist.

Im Repertoire, das die SSA verwertet, stellt der audiovisuelle Bereich den «grössten Brocken» bei den Einnahmen durch Vergütungen dar. Jürg Ruchti leistet Gewähr für die Tätigkeit in diesem Bereich, er organisiert das Inkasso sowie die Koordination mit SUISSIMAGE und den anderen schweizerischen Verwertungsgesellschaften. Er nimmt an den Verhandlungen teil, erarbeitet die Regeln für die Verteilung sowie für die Dokumentierung. «Ein gewichtiger Teil unserer Tätigkeit wird vom Staat überwacht, dem wir – ebenso wie den Mitgliedern – Rechenschaft schuldig sind.»

Neben der Verwertung der «historisch verbrieften» Urheberrechte beobachtet die SSA neue Nutzungsformen mit grosser Wachsamkeit. So widmen der stellvertretende Direktor und seine Mitarbeitenden einen Teil ihrer Zeit den neuen Märkten im audiovisuellen Bereich. Die Informationen zu Podcasts, Catch up TV, Video on demand usw. trägt die SSA in erster Linie auf dem Internet zusammen. Die neuen Informations- und Kommunikationstechnologien entwickeln sich rasant. «Man muss sich auf dem laufenden halten, neue Angebote erkennen und entsprechende Tarifmodelle entwickeln, auch wenn diese Märkte noch nicht so bedeutend sind», fasst Jürg Ruchti zusammen, der aktiv an zahlreichen internationalen Projekten mitarbeitet: Er ist Präsident der technischen Kommission für dramatische, literarische und audiovisuelle Werke der CISAC. Der Austausch von Daten zwischen den Urheberrechtsgesellschaften erweist sich als unabdingbar, damit «diese Gesellschaften eine bedeutende Rolle im Rahmen der Entwicklungen im Internet spielen können. Sie müssen in einen Kontext, der selbst unablässig in Bewegung ist, die neuen Wirtschaftsmodelle begreifen, um die Entschädigung der Urheber zu garantieren und wenn möglich zu steigern.»

Ein anderer Mann, andere Aufgaben. Patrick Willy ist Direktor Finanzen und Personal. Sein Hauptaugenmerk gilt der strikten Einhaltung des Budgets, ausserdem tut er alles, um der SSA eine effiziente Struktur zu garantieren. Da die Verwertung der Urheberrechte schnellen Veränderungen unterworfen ist, müssen das Verfahren und das interne Kontrollsystem regelmässig angepasst und weiterentwickelt werden. Dasselbe gilt für die Kompetenzen der Mitarbeitenden. Seit seiner Einstellung vor zehn Jahren bemüht sich Patrick Willy, die Verwertungsinstrumente in seinen Bereichen zu professionalisieren. «Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter müssen fühlen, dass sie eine Mission erfüllen.» Obwohl diese Mitarbeitenden (20 Angestellte bzw. 17,5 volle Stellen) oft in einer unbequemen Lage stecken. «Bei den Werknutzern müssen sie Überzeugungsarbeit leisten, die Urheber hingegen, die sich nur ungern um Administratives kümmern, müssen sie bei der Hand nehmen. Wegen der sehr unterschiedlichen Repertoires, die wir vertreten, erweisen sich die Aufgaben unseres Teams als komplex und vielschichtig.»

Die SSA wies 2009 einen Umsatz von 19,8 Millionen Franken auf. Rund 80% des Inkassos stammen aus dem audiovisuellen Bereich (Senderechte, zwingend kollektive Verwertung, Reproduktionsrechte, Rechte für neue Medien), 20% von der Bühne (Aufführungsrechte) – Verwaltung individueller Verträge und Einnahmen für die Nutzung im Ausland in beiden Bereichen. Die Betreuung der Finanzen beinhaltet folglich eine ungeheure Verantwortung. Kontrolle und Transparenz gehören zum festen Wortschatz des Hauses. Auszahlung an die Urheber, Verwaltung der liquiden Mittel, Erstellung

von Finanzberichten: Patrick Willy bearbeitet und prüft jährlich ein riesiges Volumen an Finanzdaten. «Bei meinen Kontrollen vergewissere ich mich unter anderem, dass die Vergütungen korrekt verteilt wurden.» Auf der Seite der Debitoren sind die Beträge unproblematisch. «Es gibt kaum Betreibungen; das System funktioniert wunderbar», freut sich der Finanzdirektor.

Die Idee des Kollektivs

Obwohl die SSA wie jedes andere Unternehmen geführt wird, ist doch das Element des Kollektivs fester Bestandteil ihrer Geschichte und ihrer Tätigkeit. «Wir gewährleisten einen kollektiven Schutz, der über das Urheberrecht hinausgeht», bestätigt Jürg Ruchti. Durch einen Abzug von den Vergütungen werden drei Fonds geäufnet, welche die SSA ins Leben gerufen hat. Der Kulturfonds unterstützt die Entstehung und Verbreitung schweizerischer Werke und stellt den Urheberinnen und Urhebern einen kleinen Mehrzwecksaal zur Verfügung. Der Solidaritätsfonds gibt den Urhebern bei vorübergehenden finanziellen Schwierigkeiten die Möglichkeit, ein zinsloses Darlehen aufzunehmen oder einen Zuschuss zu erhalten. Und schliesslich soll die Vorsorgestiftung «Fonds de secours» eine Alters- und Hinterbliebenenrente zugunsten der Urheber sichern. Diese Stiftung wird von Patrick Willy verwaltet, der darauf hinweist, dass die Urheber seine Ratschläge zu den Sozialversicherungen meist sehr schätzen.

Neben der Deckung der jährlichen Betriebskosten der SSA ermöglichen die 15,7%, die auf den Einnahmen erhoben werden (3,1 Millionen Franken), der Gesellschaft insbesondere, ihren Mitgliedern einen Rechtsdienst anzubieten. «Der Urheber sitzt bei Verhandlungen oft am kürzeren Hebel. Dank unserem Rechtsdienst kann er sich über Fragen des Urheberrechts informieren, die verschiedenen Bestimmungen des Vertrags prüfen lassen, er erhält Unterstützung beim Verfassen des Vertrags oder auch Mediation im Streitfall», hält Patrick Willy fest.

Doch wie rosig sieht die Zukunft der SSA aus? Nach Ansicht von Jürg Ruchti vertritt diese Gesellschaft zwar nur ein kleines Repertoire, gilt aber als solide verankert, wird korrekt verwaltet und ist ausreichend diversifiziert. Sie müsse nun einen Weg finden, ihre Trümpfe auszuspielen, nämlich ihre überragenden und zuverlässigen Dienstleistungen, ihre Vielsprachigkeit und ihre Wettbewerbsfähigkeit, fügt Patrick Willy hinzu. Jürg Ruchti abschliessend: «Die Errungenschaften müssen abgesichert, alle Möglichkeiten der Zusammenarbeit konsolidiert und gleichzeitig neue Märkte erschlossen werden.»

Cathy Crausaz



Jürg Ruchti – Kurzbiographie

- Geboren 1965, Kindheit im Kanton Bern. Zieht mit sechzehn Jahren in die Romandie.
- Nach einer kaufmännischen Lehre arbeitet er halbtags in einem Reisebüro und besucht Abendkurse in Sozioökonomie am Gymnasium von Lausanne.
- Arbeitet zwei Jahre lang in der Polstermöbelindustrie, zunächst in der Buchhaltung, später im Personalwesen.
- Tritt nach einem Praktikum als soziokultureller Betreuer 1990 in die Abteilung Audiovision der SSA ein.
- Absolviert von 1993 bis 1996 eine berufsbegleitende Ausbildung und erwirbt ein eidgenössisches Diplom als Betriebswirtschaftler FH.
- Wird 1991 zum Leiter der Abteilungen Audiovision und Informatik der SSA und 1996 zum Direktionsassistenten ernannt, im Jahr 2001 dann zum stellvertretenden Direktor.
- Liest, reist und kocht leidenschaftlich gern, spricht sieben Sprachen.



Patrick Willy – Kurzbiographie

- Geboren 1973 im Vallée de Joux, wächst dort auf.
- Erwirbt nach der Ausbildung zum kaufmännischen Angestellten ein Diplom in Betriebsmanagement.
- Bildet sich in Abendkursen auf dem Gebiet des Personalwesens weiter und erwirbt den eidgenössische Fachausweis in Personalführung.
- Bietet als Berater für Buchhaltungsfragen Privatkurse für Freiberufler und Studierende an.
- Arbeitet sieben Jahre als Leiter Administration und übernimmt insbesondere die Leitung von Finanzen und Personal für ein Unternehmen, das Lagersteine für die Uhrenfabrikation im Luxussegment herstellt. Mitglied des Verwaltungsrats.
- Tritt im Mai 2000 als Verantwortlicher für die Finanzen in die SSA ein und wird 2002 zum Personalchef ernannt, 2009 zum Direktor Finanzen und Personal.
- Spielt als Amateur während über fünfzehn Jahren in diversen Theaterproduktionen mit, ist Mitbegründer einer Truppe und nimmt an den Aufführungen anderer Kompanien teil. Zeichnet, fotografiert, malt.

neuer Drehbuch- Mustervertrag der SSA

Ende der Zusammenarbeit in «künstlerischer Freiheit»...

Denis Rabaglia stellte in einem ersten Artikel den neuen Regievertrag vor (*Papier* Nr. 96). An dieser Stelle erläutert er nun den neuen Vertrag für Drehbuchautoren. In der nächsten Ausgabe ist dann von den vertraglichen Bestimmungen die Rede, in denen die heikle Frage der Entschädigung eines Urhebers im Falle einer Koproduktion geregelt wird.

Man schreibt ein Drehbuch nicht wie einen Roman oder ein Theaterstück. Ein Drehbuch schreiben bedeutet eigentlich, es immer wieder zu schreiben. Es endlos zu ändern und oft grundlegend zu überarbeiten. Als Drehbuchautor verfasst man also nicht nur den Text, man bearbeitet ihn auch mehrmals, man arbeitet an den Drehbüchern anderer und wird folglich auch selbst von anderen «überarbeitet». So verlangt es die Textsorte, und all jene, die dieses ungeschriebene Gesetz naiv zu ignorieren versuchen – indem sie z.B. eine einzige Urheberschaft beanspruchen, wie dies in Literatur oder Theater üblich ist –, zahlen in der Regel einen hohen Preis, weil ihr Projekt vorzeitig scheitert (eine von vielen frustrierenden Optionen...).

Der neue Mustervertrag Drehbuch der SSA bemüht sich noch stärker als das vorherige Modell, konkrete Lösungen anzubieten, um Streitigkeiten zwischen Autor und Produzent gar nicht erst entstehen zu lassen. Man könnte ganz allgemein behaupten, dass es im Streitfall um so gewichtigere und zahlreichere Entscheidungen zu treffen gilt, je unausgegorener das Projekt noch ist. Umgekehrt ist die kurzfristige Umarbeitung eines Drehbuchs, das bereits in unterschiedlichen Fassungen vorliegt, vertraglich recht leicht zu regeln.

Der Fall, der am simpelsten aussieht, erweist sich letztlich als der komplizierteste: Wenn ein Urheber eine Idee hat, die einem Produzenten gefällt, und sich dieser entschliesst, ihm das Drehbuch in Auftrag zu geben. Die Erfahrung hat nämlich gezeigt – doch dies ist natürlich nicht die Regel –, dass nur wenige Urheber in der Lage sind, ein Drehbuch allein zu Ende zu schreiben. Nach mehrmaliger Bearbeitung eines Textes geht ihnen die Puste aus, und das Drehbuch muss von einem Dritten umgeschrieben werden.

Auf der Grundlage mehrjähriger Erfahrungen des SSA-Rechtsdiensts (einschliesslich der Mediation zwischen Mitgliedern und Produzenten) wurde beschlossen, im neuen Mustervertrag die Etappen «Thema» und «Drehbuch» voneinander zu lösen und ein Vorgehen zu wählen, das es dem Produzenten erlaubt, sich zu vorher gemeinsam festgelegten Bedingungen vom Autor zu trennen. So kann beispielsweise der Produzent nach der Bestellung des «Themas» (Exposé

und Ausführung) beschliessen, das vollständige Drehbuch nicht beim betreffenden Urheber zu bestellen, muss ihm aber eine zuvor ausgehandelte «Entschädigungsprämie» zahlen. Liefert nämlich ein Autor ein tolles Thema für einen Film, der mehrere Millionen kosten wird, ist nicht einzusehen, weshalb er es dem Produzenten für die vergleichsweise mickrige Summe von einigen tausend Franken überlassen soll, nur weil der Autor in den Augen des Produzenten nicht fähig ist, das Thema weiterzuentwickeln. Denn schliesslich werden ziemlich viele Leute ein erkleckliches Sümmchen mit diesem Thema verdienen. Der Produzent kann auch beschliessen, den Schreibprozess zu einem späteren Zeitpunkt der «Drehbuch-Phase» zu unterbrechen, schuldet dem Autor dann aber eine «Start-Entschädigung», d.h. einen vorgängig festgelegten prozentualen Anteil am Betrag, den der Autor nach der Fertigstellung des Drehbuchs erhalten hätte.

Diese Regelungen schockieren Sie? Sie finden es merkwürdig, dass eine Urheberrechtsgesellschaft sie ihren Mitgliedern empfiehlt? Wir versichern Ihnen, dass sie durchaus einen Fortschritt darstellen: In der Praxis kann sich der Produzent nämlich – es sei denn, der Autor habe zu Beginn schon explizit ausgeschlossen, dass sein Text durch einen Dritten bearbeitet wird (wobei diese Bedingung von wenigen Ausnahmen abgesehen die Ausführung gefährdet) – vom Autor trennen und ihm nur den Betrag auszahlen, der für die Arbeit vorgesehen war. Durch die Einführung einer zusätzlichen Summe fördert die SSA die Einräumung einer Art Entschädigung, falls der Vertrag aufgelöst wird, die für den Autor akzeptabel und für den Produzenten tragbar ist. Für die Urheber stellt dies in jedem Fall eine positive Neuerung dar.

Denis Rabaglia

Wenn Sie mehr Einzelheiten erfahren möchten, steht Ihnen ein Merkblatt als Download zur Verfügung. Es wurde von Sandra Gerber, Rechtsdienst der SSA, verfasst und kann unter www.ssa.ch (franz. Seiten – Rubrik «documents/contrats modèles») heruntergeladen werden. Der Rechtsdienst beantwortet gerne weitere Fragen - 021 313 44 55.

Denis Rabaglia ist Regisseur und Autor. Er ist Mitglied des Verwaltungsrats und der Arbeitsgruppe für die Musterverträge Regie und Drehbuch der SSA.

nouveau contrat scénario SSA

L'interruption de la collaboration érigée en art...

Denis Rabaglia a présenté dans un premier article le nouveau contrat de réalisation (*Papier N°96*). Il s'attache ici à parler du nouveau contrat de scénario. Dans la prochaine édition, il présentera le volet contractuel réglant l'épineuse question de la rémunération de l'auteur sur les territoires des coproducteurs.

Un scénario ne s'écrit pas du tout comme un roman ou comme une pièce de théâtre. Ecrire un scénario, en réalité, c'est le réécrire. Constamment et souvent profondément. Etre scénariste, c'est donc écrire mais aussi réécrire son scénario, celui des autres et par voie de conséquence, «se faire réécrire» par d'autres. Telle est la loi du processus et tous ceux qui tentent naïvement de la déjouer – par exemple au nom d'une paternité unique comme en littérature ou au théâtre – en paient généralement le prix par un non-aboutissement du projet (entre autres frustrations...).

Plus encore que le modèle précédent, le nouveau contrat scénario de la SSA tente de proposer des solutions concrètes pour anticiper les désaccords entre auteur et producteur. De manière générale, on peut dire que plus le projet est embryonnaire, plus les décisions à prendre en cas de désaccord sont importantes et nombreuses. A l'inverse, une réécriture en dernière minute d'un scénario développé sur plusieurs versions est une chose relativement simple à contractualiser.

Le cas le plus complexe est en fait celui qui semble le plus évident: lorsqu'un auteur a une idée qui plaît à un producteur et que celui-ci se propose de lui en commander l'écriture. En effet, l'expérience montre – mais ce n'est bien entendu pas une loi – que peu d'auteurs sont en mesure de mener à terme une écriture de scénario seul. A partir d'un certain nombre de réécritures, une fatigue s'installe et une réécriture par un tiers s'impose.

Se basant sur plusieurs d'années d'expérience dans le conseil juridique à ses membres (impliquant des médiations avec les producteurs), le nouveau modèle opte pour une séparation des étapes dites du «sujet» et du «scénario» et prévoit des mécanismes qui permettent au producteur de se séparer de l'auteur à des conditions prédéfinies ensemble. Ainsi, suite à la commande du «sujet» (synopsis et traitement), le producteur peut décider de ne pas commander le scénario complet à l'auteur mais doit alors lui verser une «prime de valorisation» négociée à l'avance. En effet, si un auteur apporte un excellent sujet pour un film de plusieurs millions, il n'est pas ac-

ceptable que celui-ci soit cédé au producteur pour quelques milliers de francs seulement sous prétexte que cet auteur n'est, du point de vue du producteur, pas en mesure de le développer ultérieurement. Car après tout, une quantité non négligeable de personnes vont gagner leur vie à partir de ce sujet. De même, le producteur peut décider d'interrompre le processus d'écriture de l'étape ultérieure du «scénario», mais alors, il doit également à l'auteur une «indemnité de départ» qui est un pourcentage convenu à l'avance de ce que l'auteur aurait touché s'il en avait terminé l'écriture.

Si ces pratiques vous choquent et que leur recommandation par une société d'auteurs vous semble étrange, nous pouvons vous assurer qu'elles représentent une avancée: en effet, dans la pratique, à moins que l'auteur ait expressément exclu dès le départ que son travail fasse l'objet d'une réécriture par un tiers (condition qui, à quelques exceptions près, met en péril le développement), le producteur peut tout à fait se séparer de l'auteur sans lui devoir autre chose que la somme prévue pour le travail effectué. En introduisant un paiement additionnel, la SSA soutient la reconnaissance d'une forme de dédommagement en cas d'interruption du contrat, acceptable pour l'auteur et supportable pour le producteur. Ceci représente donc bel et bien une avancée pour l'auteur.

Denis Rabaglia

Pour plus de détails, téléchargez le mémo de présentation rédigé par Sandra Gerber du service juridique de la SSA depuis www.ssa.ch (pages «documents/contrats modèles»). Le service juridique se tient à votre disposition pour toutes questions - 021 313 44 55.

Denis Rabaglia est auteur-réalisateur. Il est membre du Conseil d'administration de la SSA et fait partie du groupe de travail qui a élaboré les nouveaux contrats modèles réalisation et scénario.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SSA

L'Assemblée générale de la SSA s'est tenue le 5 juin au Théâtre Vidy-Lausanne en présence de nombreux membres et invités. Après les rapports du président Claude Champion et du directeur Pierre-Henri Dumont, l'assemblée a approuvé à l'unanimité le Rapport annuel et les comptes 2009, suivant sur ce dernier point le rapport de l'Organe de révision.

L'article 950 du Code fédéral des obligations sur les raisons sociales des sociétés oblige la SSA à intégrer sa forme juridique dans sa raison sociale. Sur proposition du Conseil d'administration, la raison sociale à l'article 1 des statuts sera modifiée comme suit: SOCIÉTÉ SUISSE DES AUTEURS, SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE, ce que l'assemblée a approuvé. En outre, le Code des obligations utilisant désormais le terme «Organe de révision» pour désigner le contrôleur des comptes, l'assemblée a également approuvé de modifier ce terme dans les articles 21 d), 22 a) et c), 23) point 2, 24) point 4a et 29) points 1, 2, 3 et 4 des statuts de la SSA.

Par la suite, l'assemblée a renouvelé pour trois ans les mandats d'administrateurs de Fabienne Berger, Gérald Chevolet, Louis Crelier et Isabelle Daccord. Marcel Schüpbach a quitté le Conseil d'administration au 31 décembre 2009 pour des raisons professionnelles. Pour le remplacer, l'assemblée a élu le cinéaste genevois Nicolas Wadimoff pour une période de trois ans. Il a été vivement applaudi.

Suivant la proposition du Conseil d'administration, l'assemblée a approuvé les nouveaux taux d'attribution aux différents fonds: Fonds de secours **3,7%** (auparavant 4,4%), Fonds de solidarité **0,1%** (inchangé), Fonds culturel **6,2%** (auparavant 5,5%).

M^e Philippe Zoelly a ensuite présenté le bilan du Fonds de prévoyance (Fondation Fonds de secours SSA en faveur des auteurs), dont il est le président. Antoine Jaccoud, Christiane Kolla et Emanuelle delle Piane, membres du conseil de cette fondation, ont été réélus pour un nouveau mandat de trois ans (2010 – 2013).

GENERALVERSAMMLUNG DER SSA

Die Generalversammlung fand am 5. Juni im Theater Vidy-Lausanne in Anwesenheit zahlreicher Mitglieder und Gäste statt. Nach den Berichterstattungen von Claude Champion, Präsident, und von Pierre-Henri Dumont, Direktor, genehmigte die Generalversammlung einstimmig den Jahresbericht und die Jahresrechnung 2009, letztere auf Empfehlung der Revisionsstelle.

Die Änderung des Artikels 950 des Schweizerischen Obligationenrechts bezüglich des Namens der Gesellschaft zwingt die SSA, ihre juristische Form in ihren offiziellen Firmennamen einzubeziehen. Dies betrifft die französische Version des Namens, welche im Handelsregister eingetragen ist. Die Generalversammlung hat dem Vorschlag des Verwaltungsrats stattgegeben: Demzufolge wird der Name der Gesellschaft in Artikel 1 der Statuten folgendermassen abgeändert: SOCIÉTÉ SUISSE DES AUTEURS, SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE. Da ausserdem das Schweizerische Obligationenrecht fortan die Bezeichnung «Revisionsstelle» benützt, um die Kontrollstelle zu benennen, beantragte der Verwaltungsrat, diese Bezeichnung auch in den Statuten anzuwenden. Die GV folgte der Empfehlung des Verwaltungsrats und genehmigte die Anpassung der diesbezüglichen Artikel 21 d), 22 a) und c), 23 Punkt 2, 24) Punkt 4 a), 29) Punkte 1, 2, 3 und 4.

Anschliessend erneuerte die GV die Verwaltungsratsmandate von Fabienne Berger, Gérald Chevolet, Louis Crelier und Isabelle Daccord für weitere drei Jahre. Marcel Schüpbach hat sein Mandat per 31. Dezember 2009 aus beruflichen Gründen abgegeben. Um ihn zu ersetzen, wählte die GV den Genfer Filmemacher Nicolas Wadimoff für drei Jahre; er wurde mit Applaus begrüsst.

Die GV beschloss überdies, die Ansätze der Einlagen in die verschiedenen SSA-Fonds anzupassen, und folgte dabei dem Antrag des Verwaltungsrats: Vorsorgefonds **3,7%** (zuvor 4,4%), Solidaritätsfonds **0,1%** (unverändert) und Kulturfonds **6,2%** (zuvor 5,5%).

RA Philippe Zoelly, Präsident der Stiftung Fonds de Secours SSA (der Fürsorgestiftung der SSA), präsentierte abschliessend deren Bilanz. Die Mandate der Stiftungsratsmitglieder Antoine Jaccoud, Christiane Kolla und Emanuelle delle Piane wurden dabei für weitere drei Jahre erneuert (2010–13).

TRENTE CENTIMES DE REDEVANCE SUR LES TÉLÉPHONES PORTABLES MUSICAUX

Le 18 mars, la CAF (Commission arbitrale fédérale pour la gestion de droits d'auteur et de droits voisins) a adopté un tarif concernant les redevances de droits d'auteur sur les mémoires des téléphones portables musicaux. Le tarif fixé est de 30 centimes par Gigaoctet (GO). La redevance sera encaissée auprès des producteurs et importateurs des appareils et elle concernera en particulier le fameux iPhone d'Apple. Les créateurs de musique et de films obtiendront donc aussi une rémunération sur la vente des iPhones. Le nouveau tarif doit entrer en vigueur au plus tôt le 1^{er} juillet de cette année.

La différence injustifiable entre un iPhone et un iPod est ainsi partiellement abolie. La Commission arbitrale a certes renoncé à assimiler entièrement les téléphones portables musicaux aux baladeurs numériques, dont la redevance est de 80 centimes par GO. Elle a toutefois confirmé le principe de la rémunération sur les supports vierges, qui a fait ses preuves en tant que contrepartie à la liberté de la copie privée. Principe qui est fondamentalement remis en question par les milieux de l'industrie.

Les sociétés de gestion de droits d'auteur regrettent que le tarif n'ait été adopté qu'aujourd'hui. Après l'échec des négociations menées depuis le printemps 2008, SUISA a soumis un projet de tarif à la Commission arbitrale en février 2009. Les parties adverses ont toutefois paralysé la procédure durant plusieurs mois.

Beaucoup d'argent pour l'industrie, peu pour les auteurs

En raison de ces procédés dilatoires, les créateurs culturels ont été privés de redevances qui se chiffrent en millions de francs, comme c'était déjà le cas lors de l'introduction d'autres tarifs. Les opposants au système font notamment valoir que le prix des téléphones portables musicaux va augmenter en raison de la redevance. Pour un iPhone d'une capacité de 16 GO, ce sont 4 fr.80 qui seront dus d'après le tarif adopté, c'est-à-dire moins de 0,5% du prix de vente (899 francs). La redevance joue donc un rôle insignifiant dans le processus de fixation des prix. A l'époque, il en est allé de même pour les iPods, qui n'ont pas ou peu renchéri lors de l'introduction de la redevance au 1^{er} septembre 2007. On peut dès lors supposer que les opposants, en invoquant le prix de vente, cherchent surtout à optimiser les marges de l'industrie au détriment des créateurs culturels.

Source: SUISA (www.suisa.ch)

DREISSIG RAPPEN VERGÜTUNG FÜR MUSIKHANDYS

Die ESchK (Eidgenössische Schiedskommission für die Verwertung von Urheberrechten und verwandten Schutzrechten) hat am 18. März einen Tarif für die Urheberrechtsvergütung auf Speicherplatz in Musikhandys beschlossen. Der Tarif liegt bei 30 Rappen/Gigabyte (GB). Die Vergütung wird bei den Herstellern und Importeuren der entsprechenden Geräte erhoben und betrifft unter anderem das populäre iPhone von Apple. Musik- und Filmschaffende erhalten also auch aus dem Verkauf des iPhone eine Vergütung. Der Tarif soll frühestens am 1. Juli 2010 in Kraft treten.

Die bislang geltende und störende Unterscheidung zwischen iPhone und iPod wird damit teilweise aufgehoben. Die Schiedskommission hat zwar darauf verzichtet, Musikhandys wie andere Musikplayer zu behandeln, bei denen die Vergütung 80 Rappen/GB beträgt. Sie bestätigt jedoch das bewährte Prinzip der Leerträgervergütung als Ausgleich für die Erlaubnis, Privatkopien herzustellen. Dieses Prinzip wird von der Industrie seitens grundsätzlich in Abrede gestellt.

Die Urheberrechtsgesellschaften bedauern, dass der Tarif erst jetzt genehmigt wird. Nachdem die seit Frühjahr 2008 geführten Verhandlungen zu keinem einvernehmlichen Ergebnis geführt hatten, reichte die SUISA im Juni 2009 bei der ESchK einen Tarifvorschlag ein. Die Gegenseite blockierte jedoch die Behandlung der Eingabe vor der ESchK über mehrere Monate.

Viel Geld für die Industrie, wenig für die Urheber

Durch diese Verzögerungstaktik sind die Kulturschaffenden, wie schon bei der Einführung früherer Tarife, erneut in Millionenhöhe um Entschädigungen geprellt worden. Die Gegner einer Entschädigung argumentieren unter anderem damit, dass durch die Entschädigung die Konsumentenpreise der Musikhandys steigen würden. Für ein iPhone mit 16 GB Speicher sind gemäss dem genehmigten Tarif Fr. 4.80 fällig, also weniger als 0,5% des Anschaffungspreises von 899 Franken. Für die Preisgestaltung spielt die Vergütung eine unbedeutende Rolle. So wurden auch die iPods bei der Einführung der Leerträgervergütung per 1.9.2007 nicht oder nur wenig teurer. Die Vermutung liegt deshalb nahe, dass es den Gegnern nicht um den Endverkaufspreis geht, sondern um eine Margenoptimierung der Hardwareindustrie auf Kosten der Kunstschaffenden.

Quelle: SUISA (www.suisa.ch)

lauréats ssa ssa-preise



Beyond This Place de Kaleo La Belle

FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FRIBOURG 2010 - PRIX SPÉCIAL DU JURY

Le long-métrage mexicain *Norteado* de Rigoberto Perezcano a reçu le Prix spécial du jury international. Le montant du prix est de **7000 francs**, offert par la SSA et SUISSIMAGE.

VISIONS DU RÉEL 2010, NYON

Le documentaire *Beyond This Place* de Kaleo La Belle (Suisse/Allemagne) a reçu le Prix Cinéma Suisse «Création» de **10 000 francs**, doté par la SSA et SUISSIMAGE. Ce prix attribué par le Jury du film suisse distingue «le film suisse le plus novateur».

INTERNATIONALES FILMFESTIVAL FREI- BURG 2010 - SPEZIALPREIS DER JURY

Der Spezialpreis der Internationalen Jury ging an den mexikanischen Dokumentarfilm *Norteado* von Rigoberto Perezcano. Der Preisbetrag von **7000 Franken** wird von der SSA und SUISSIMAGE gestiftet.

FESTIVAL VISIONS DU RÉEL 2010, NYON

Der Dokumentarfilm *Beyond This Place* von Kaleo La Belle (Schweiz/Deutschland) hat den diesjährigen Preis der SSA und SUISSIMAGE in der Höhe von **10 000 Franken** erhalten. Der Preis wird von der Jury Schweizer Film für den «innovativsten Schweizer Film» vergeben.

PRIX SSA 2010 À L'ÉCRITURE THÉÂTRALE

Les six prix (**6000 francs** chacun) ont été attribués aux pièces suivantes: *Et après le soleil se lève* de Douna Loup (Puplinge); *Louise-Augustine* de Nadège Reveillon (Genève); *La divergence des trajectoires* de Valentine Sergo (Ferney-Voltaire); *Fischblut* de Ursina Höhn (Zurich); *Findlinge* de Daniel Mezger (Zürich); *Unter jedem Dach (ein ach)* de Eva Maria Anna Rottmann (Zurich).

De plus, les théâtres ou les compagnies professionnelles qui s'engageront à la création des pièces lauréates obtiendront **10 000 francs** comme contribution à la production.

Le jury pour les 45 textes soumis en langue française était composé de Valérie Poirier (auteure, Genève), Carine Corajoud (dramaturge, Lausanne) et Georges Guerreiro (auteur et metteur en scène, Genève). Celui responsable des 34 textes en allemand était composé de Beat Glur (journaliste, Berne), Renata Burckhardt (auteure, Zurich) et Julie Paucker (dramaturge, Bâle).

SSA-PREISE 2010 FÜR DAS SCHREIBEN VON THEATERSTÜCKEN

Die sechs Preise (**je 6000 Franken**) wurden folgenden Stücken zugesprochen: *Fischblut* von Ursina Höhn (Zürich); *Findlinge* von Daniel Mezger (Zürich); *Unter jedem Dach (ein ach)* von Eva Maria Anna Rottmann (Zürich); *Et après le soleil se lève* von Douna Loup (Puplinge GE); *Louise-Augustine* von Nadège Reveillon (Genf); *La divergence des trajectoires* von Valentine Sergo (Ferney-Voltaire).

Uraufführungen der ausgezeichneten Theaterstücke werden darüber hinaus mit einem Produktionsbeitrag von **10 000 Franken** unterstützt.

Für die 34 deutschsprachigen Stücke bestand die Jury aus Beat Glur (Journalist, Bern), Renata Burckhardt (Autorin, Zürich) sowie Julie Paucker (Dramaturgin, Basel); für die 45 französischsprachigen Stücke waren Valérie Poirier (Autorin, Genf), Carine Corajoud (Dramaturgin, Lausanne) und Georges Guerreiro (Autor und Regisseur, Genf) zuständig.

à l'agenda

agenda

FESTIVAL DU FILM LOCARNO (4 – 14 AOÛT 2010)

Mercredi 11 août sera proclamé le **palmarès des concours SSA** pour des projets de longs-métrages de fiction et documentaires. La cérémonie, organisée en collaboration avec le festival, se déroulera au FEVI à Locarno à 11 h (se référer au programme du festival).

Invitation aux membres

Les sociétés SUISA, SSA, SUISSIMAGE, SWISSPERFORM et ProLitteris ont le plaisir d'inviter leurs membres à l'apéritif qui aura lieu mardi 10 août à 18 h 30, à LaSuiteDuFestival (près du Castello Visconteo). Une invitation personnelle suivra.

Giardino del Leopardo

SUISSIMAGE et la SSA installent leur stand toujours au Palazzo Sopracenerina, le centre d'accueil et d'information du festival, sur la Piazza Grande. Des collaborateurs SSA/SUISSIMAGE seront présents pendant la durée du festival pour répondre à vos questions concernant les droits d'auteur. Deux accès Internet à haut débit seront à la disposition des membres de ces sociétés.

A presto in Piazza Grande!

FILMFESTIVAL LOCARNO (4. – 14. AUGUST 2010)

Am Mittwoch, 11. August, wird die **Vergabe der SSA-Stipendien** für Drehbuchprojekte bekanntgegeben. Die Zeremonie findet in Zusammenarbeit mit dem Filmfestival Locarno um 11 Uhr im FEVI statt (genaue Informationen im Festivalprogramm).

Einladung an die Mitglieder

Am gleichen Tag laden die Verwertungsgesellschaften für Urheber- und Leistungsschutzrechte SUISA, SSA, SUISSIMAGE, SWISSPERFORM und ProLitteris ihre Mitglieder zu einem Apéro ein: Dienstag, 10. August, um 18.30 Uhr, im LaSuiteDuFestival (beim Castello Visconteo). Eine persönliche Einladung folgt.

Giardino del Leopardo

SUISSIMAGE und SSA sind wiederum mit einem Infostand im Palazzo Sopracenerina an der Piazza Grande präsent, dem Akkreditierungs- und Informationszentrum des Festivals. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter von SSA und SUISSIMAGE werden Sie dort gerne beraten. Den Mitgliedern beider Gesellschaften steht ein Internetcafé mit zwei PCs zur Verfügung.

A presto in Piazza Grande!

papier SSA

BULLETIN D'INFORMATION DE LA SOCIÉTÉ SUISSE DES AUTEURS
INFORMATIONSBULLETIN DER SCHWEIZERISCHEN AUTORENGESELLSCHAFT

SECRETARIAT DE RÉDACTION REDAKTIONSSSEKRETARIAT
Nathalie Jayet: tél. 021 313 44 74, nathalie.jayet@ssa.ch

FONDS CULTUREL KULTURFONDS
Jolanda Herradi: tél. 021 313 44 66, jolanda.herradi@ssa.ch

COMITÉ DE RÉDACTION REDAKTIONSAUSSCHUSS
Isabelle Daccord (responsable - verantwortlich), Claude Champion, Gérald Chevolet, Dominique de Rivaz, Zoltán Horváth, Sandra Korol, Charles Lombard

COLLABORATION À CE NUMÉRO MITARBEIT AN DIESER AUSGABE
Cathy Crausaz, Jolanda Herradi, Denis Rabaglia

TRADUCTION ÜBERSETZUNG
Nicole Carnal, Jolanda Herradi, Claudia und Robert Schnieper

CORRECTEURS KORREKTORAT
Annie Charpillou, Robert Schnieper

GRAPHISME GRAFIK
INVENTAIRE.CH

IMPRESSION DRUCK
CRICprint, Fribourg

TIRAGE AUFLAGE
2900 exemplaires

PARUTION ERSCHEINT
quatre fois par an - vierteljährlich



rue Centrale 12/14, case postale 7463, CH - 1002 Lausanne
tél. 021 313 44 55, fax 021 313 44 56
info@ssa.ch, www.ssa.ch

La gestion des droits d'auteur pour les œuvres audiovisuelles, théâtrales, chorégraphiques et dramatico-musicales
Verwaltung von Urheberrechten an audiovisuellen, dramatischen, choreographischen und musikdramatischen Werken

POUR OBTENIR LE BULLETIN papier
DAS INFOBULLETIN papier IST ERHÄLTICH ÜBER
nathalie.jayet@ssa.ch - 021 313 44 74

DÉPARTEMENT AUDIOVISUEL



COMPTABILITÉ



DÉPARTEMENT SCÈNE



SERVICE JURIDIQUE



SOCIÉTÉ SUISSE DES AUTEURS
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE
RUE CENTRALE 12/14
(ÉTAGES 4-5-6)
1003 LAUSANNE